

Nouvelles négociations sur le partage de l'eau du Nil

Source: The Canadian Press Les ministres des dix pays riverains du Nil ont entamé lundi au Caire des négociations cruciales sur un nouvel accord de partage de l'eau du fleuve le plus long du monde, bien que l'Égypte refuse de céder sa part. Le Premier ministre égyptien Ahmed Nazif a toutefois assuré que la dispute actuelle relevait d'un "malentendu" et a appelé au "retour de la coopération et de l'harmonie". Les participants espèrent conclure au cours de ces deux jours de réunion l'Accord-cadre de coopération pour l'établissement d'une commission permanente du bassin du Nil chargée de veiller à l'attribution des ressources en eau.

Les pays membres de l'Initiative du bassin du Nil (NBI) n'ont pas réussi à s'entendre le mois dernier sur un nouveau système de partage souhaité par une majorité d'entre eux. Le système actuel est hérité d'un accord conclu en 1929 par l'Égypte et la Grande-Bretagne au nom de ses colonies d'alors en Afrique de l'Est. Il a donné un droit de veto au Caire sur d'éventuels projets hydrauliques ou de barrage en amont. Dans un accord de 1959 avec le Soudan, l'Égypte se voyait allouer un quota de 55,5 milliards de mètres cubes d'eau du Nil par an. En 2006, le Nil représentait 86,7% des ressources égyptiennes en eau de 64 milliards de mètres cubes. Les huit autres pays de la NBI voudraient changer la donne. L'initiative comprend le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. APA, 27-07-2009 - Démarrage de la conférence des pays du bassin du Nil en Égypte Le Caire (Égypte) - La dix-septième conférence des pays du bassin du Nil, qui réunit les ministres des ressources en eau des pays du bassin du Nil, s'est ouverte lundi dans le nord de la ville égyptienne d'Alexandrie, situés à 200 kilomètres au nord du Caire, la capitale. Les ministres des ressources en eau du Burundi, de la République démocratique du Congo, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, du Kenya, du Rwanda, du Burundi, du Soudan, de l'Ouganda et de la Tanzanie ont participé à la session d'ouverture de la rencontre. L'ouverture officielle a été retardée de trois heures pour permettre aux ministres de tenir une réunion huis clos et de discuter des divergences entre les pays en amont et en aval sur le nouveau projet d'accord liant l'Initiative du bassin du Nil. D'autre part, l'Ouganda a affirmé qu'il veut augmenter sa part d'eau dans le fleuve du Nil, selon le ministre ougandais de l'Eau et de l'Environnement, Maria Mutagamba. Elle a également déclaré que les pays en aval ont le droit de défendre leurs droits sur l'eau contre les tentatives visant à porter atteinte à leur sujet, décrivant les liens entre les pays du bassin du Nil comme un «mariage sacré». Le ministre égyptien de l'Électricité, Hassan Younis, a annoncé lundi en marge de la rencontre que l'Égypte a initié une réunion des ministres de l'Électricité des États de l'est du bassin du Nil, le 11 août. Il a par celle-ci examinera le projet de puissance de liaison des États de l'est du bassin du Nil que sont l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie. Il a aussi précisé que les études et les recherches effectuées avaient confirmé la faisabilité économique du projet.